

PRÉFECTURE DES YVELINES

**ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES N°08-142/DDD**

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
Bureau de l'Environnement

LA PREFETE DES YVELINES,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du ministère de la défense en date du 13 mai 1985 autorisant l'établissement d'armement AMX-APX, situé Camp de Satory à Versailles, à exploiter des ateliers d'essais de moteurs à combustion interne, activité soumise à autorisation sous la rubrique suivante : **299-2-A**

Vu l'arrêté du ministère de la défense en date du 05 août 1988 autorisant l'établissement AMX-APX à exploiter un atelier de traitement de surface, activités soumises à autorisation sous les rubriques suivantes :

Activités soumises à autorisation

- **251-2-D** : atelier où l'on emploie des liquides ou des produits à base de liquides halogénés et autres liquides odorants ou toxiques mais inflammables. La quantité de solvant utilisé ou traité simultanément étant supérieure à 50 l. mais inférieure ou égale à 1500 l.
- **288-1-A** : traitements électrolytiques ou chimiques des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation ou la dé-métallisation etc... lorsque le volume des cuves de traitement est supérieur à 1500 litres.

Vu l'arrêté du ministère de la défense en date du 25 juin 1990 autorisant l'établissement AMX-APX à exploiter un dépôt de poudres, explosifs et autres produits explosifs – la capacité du dépôt étant supérieure à 500kg de matières ou à 250 000 détonateurs, activité soumise à autorisation sous la rubrique suivante : **357-A** ;

Vu l'arrêté du 29 juin 1990 du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre de la défense, transférant toutes les activités exploitées par l'établissement AMX-APX au profit de la société GIAT Industries et impliquant que toutes les installations assujetties à la loi de 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, relevant auparavant du décret n°80-813 du 15 octobre 1980, soit désormais soumises au régime général prévu par le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 septembre 1996 mettant à jour le classement des activités que la société GIAT Industries exerce au centre de Satory, 13 route de la Minière à Versailles, activités soumises à déclaration et à autorisation sous les rubriques suivantes :

Activités soumises à autorisation

- **299-2-b** : Ateliers d'essais de moteurs à combustion interne, lorsque l'échappement se fait avec interposition d'un dispositif silencieux. La vitesse de rotation des moteurs dépassant 1500 tours par minute : 7 bancs d'essais (bâtiments 279, 259, 214, 272)

Activités soumises à déclaration

- **2940-2-b** : Application, cuisson, séchage de peinture sur support quelconque lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, ...). La quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j : application par pulvérisation de 15 kg/j au maximum de produits à base de liquides inflammables de 1<sup>ère</sup> catégorie.

- **2930-b** : Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur dont la surface d'atelier est supérieure à 500 m<sup>2</sup> mais inférieure ou égale à 5000 m<sup>2</sup> (3249 m<sup>2</sup>-Bât.216) (600m<sup>2</sup>-Bât.136)

- **2925** : Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW (30kW)

- **2920-2-b** : Installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10<sup>5</sup> Pa, la puissance absorbée étant supérieure 50kW mais inférieure ou égale à 500 kW. Les fluides comprimés ou utilisés ne sont ni inflammables, ni toxiques (3 compresseurs d'air, P-totale = 150 kW- Bât. 238) (3groupes froid au fréon, P-totale = 120 kW- Bât. 261 et 272)

- **2910-A-2** : Installation de combustion lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse. La puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20MW : 1 chaudière fonctionnant au fioul : P=5,8MW (Bât.103)

- **2560-2** : Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW (P=300kW)

- **1434-1-b** : Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables : installation de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs de véhicules à moteur, le débit maximum équivalent, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence étant supérieure ou égal à 1m<sup>3</sup>/h mais inférieur à 20 m<sup>3</sup>/h (Bât.113 : débit équivalent = 3,6 m<sup>3</sup>/h) (Bât.274 : débit équivalent = 6 m<sup>3</sup>/h)

- **1180-1** : Polychlorobiphényles, polychloroterphényles : utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 l de produits : 19 transformateurs au pyralène, soit 10 000kg environ

Vu la déclaration du 15 avril 1997 de la société GIAT Industries concernant le site de Versailles, centre de Satory, 13 rue de la Minière, faisant suite à la modification de la nomenclature et créant les rubriques 1185-2-a et 1185-2-b ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mars 1998 imposant des prescriptions complémentaires à la société GIAT Industries sur son site de Versailles, suite à la cessation d'activités et à la réhabilitation de la zone Ouest du centre de Satory à Versailles ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2000 imposant des prescriptions complémentaires à la société GIAT Industries sur son site de Versailles, dans le cadre de la circulaire du 23 avril 1999 du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (Mesures de prévention de la légionellose) ;

Vu le récépissé du 14 décembre 2000 donnant acte à la société GIAT Industries sur son site de Versailles, de sa déclaration de cessation d'activités de la zone Ouest suite aux travaux de dépollution et abrogeant l'arrêté préfectoral du 23 mars 1998 ;

Vu la déclaration du 04 juillet 2005 par laquelle la société GIAT Industries déclare conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004, exploiter sur son site de Versailles, Centre de Satory, une installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, installation classée soumise à déclaration sous la rubrique n°2921-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 09 février 2006 imposant à la société GIAT Industries des prescriptions complémentaires relatives à la réalisation de travaux et le maintien d'une surveillance dans le cadre de la cessation d'exploitation des activités classées sur la zone Est du centre de Satory à Versailles ;

Vu le récépissé du 12 février 2007 donnant acte à la société NEXTER SYTEMS, dont le siège social est situé à Versailles (78022), 11, allée des Marronniers, de sa succession pour l'exploitation des installations classées, anciennement exploitées par la société GIAT Industries, situées sur la zone Ouest du site de Satory, à Versailles ;

Vu l'étude quantitative des risques sanitaires datée du 24 janvier 2008, réalisée pour le compte de la Société GIAT Industries dans le cadre de la cessation d'activité de la zone Est du centre de Satory à Versailles ;

✓ Vu le rapport du 26 mai 2008 par lequel l'inspection des installations classées, propose d'imposer à la Société GIAT Industries, des prescriptions complémentaires afin de veiller au maintien des mesures de protection nécessaires à la protection de la santé des personnes et de l'environnement en rapport avec l'évaluation quantitative des risques sanitaires réalisée dans le cadre de la cessation d'activité de la zone Est du centre de Satory à Versailles ;

✓ Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) au projet de prescriptions complémentaires, lors de sa séance du 08 septembre 2008 ;

Vu la lettre du 07 octobre 2008 par laquelle l'exploitant notifie qu'il n'a pas d'observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 29 septembre 2008 ;

Considérant que l'étude quantitative des risques sanitaires a été établie sur la base d'un diagnostic approfondi caractérisant l'état de la pollution des milieux ;

Considérant que les calculs de cette étude montrent que la présence de polluants dans les sols génèrent des risques sanitaires inacceptables pour les cibles étudiées  $IR > 1$  et  $ERI > 10^{-5}$  ;

Considérant qu'il est nécessaire de maintenir des mesures de protection pour la santé des personnes et l'environnement ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.514-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture :

## A R R E T E

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

La société GIAT INDUSTRIES, 13, route de la Minière 78034 Versailles cedex, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site de Satory 13, route de la Minière à Versailles (78000).

### ARTICLE 2

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n°06-019/DUEL du 9 février 2006 est abrogé.

### ARTICLE 3 – TRAVAUX DE CONFINEMENT

En dehors des zones imperméabilisées (bâtiments, chemin, routes), les terres seront confinées sous une épaisseur minimale de 40cm de terre indemne de manière à supprimer toutes voies d'exposition par ingestion ou par contact cutané.

La zone dite ZB60 sera confinée sous un revêtement de type grave ciment.

#### **ARTICLE 4 – SERVITUDES CONVENTIONNELLES DE DROIT PRIVE**

Dans un délai maximum de 12 mois, l'exploitant établira une servitude conventionnelle de droit privé, inscrite au registre des hypothèques avec information de la commune de Versailles et à la préfecture des Yvelines, qui restreindra l'usage du site comme suit :

- interdiction de construction d'établissement sensible au sens de la circulaire du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles,
- afin de prévenir tout risque de pollution de l'eau potable, réalisation de canalisations d'eau potable en un matériau étanche aux polluants,
- pour les bâtiments sans sous-sol, des mesures de réhabilitation de type surventilation ou dépollution seront mises en place par le maître d'œuvre afin de garantir des risques sanitaires acceptables,
- interdiction de planter des arbres fruitiers et légumes,
- interdiction d'usage de l'eau de la nappe sur le site,
- droit de passage pour réaliser les prélèvements d'eau dans les piézomètres.

#### **ARTICLE 5 – RAPPORT FINAL DE REMISE EN ETAT DU SITE**

Un rapport relatif à la réalisation des travaux de remise en état des sites est réalisé. Ce rapport présente particulièrement les modalités de réalisation des travaux prescrits à l'article 3 du présent arrêté et tous éléments permettant d'apprécier leur efficacité pour la protection des personnes et de l'environnement.

Ce rapport précise les modalités selon lesquelles les travaux de confinement des terres polluées ont été conduits.

Le rapport à remettre au préfet des Yvelines ainsi qu'au Maire de Versailles doit également comporter la preuve de la mise en place des servitudes conventionnelle de droit privé prescrite à l'article 5.

Ce rapport est transmis au préfet des Yvelines dans un délai de trois mois après l'achèvement des travaux de confinement.

#### **ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera affiché en mairie de Versailles pendant une durée d'au moins un mois, et il sera justifié de cette formalité par un certificat du maire qui l'adressera au Préfet, lequel le transmettra au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

#### **ARTICLE 7 – DISPOSITIONS DIVERSES**

7.1 – Pour l'information des tiers, riverains et ayant droit, une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Versailles où toute personne intéressée peut le consulter.

Un extrait énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché à la Mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le Maire dresse un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

En outre, un avis relatif à cette autorisation est inséré par les soins du Préfet dans 2 journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

7.2 – Un extrait énumérant les prescriptions auxquelles le site est soumis est affiché en permanence, de façon visible sur le site par les soins de l'exploitant.

7.3 – En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, la société GIAT Industries est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement.

7.4 - Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Monsieur le Maire de Versailles, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur du service chargé de la protection civile, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France, et les inspecteurs des installations classées du département des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.



POUR AMPLIATION  
LA PRÉFÈTE DES YVELINES  
et par délégation  
L'attachée, adjointe au chef de bureau

**Caroline MARTIN**

Fait à Versailles, le

**15 OCT. 2008**

La Préfète

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

  

**Philippe VIGNES**